
Danielle Maltais, Suzanne Tremblay, (s. la dir. de), *Enjeux théoriques et pratiques en développement régional : 30 ans de recherche au GRIR, Saguenay, GRIR-UQAC, 2014, 179 p.*

Le GRIR, en 2013, par la tenue d'un colloque, a sabré le champagne accompagné d'un gâteau serti de 30 bougies. En effet, j'ai la chance d'avoir été témoin des tout débuts du Groupe de recherche en intervention régionale dont j'aurai l'occasion à travers les années de recenser certains ouvrages issus des travaux de ses chercheurs. Le titre de l'ouvrage reflète très bien son contenu qui se partage en trois axes : les différents courants en développement régional; le passé et le présent des Premières Nations; la prise en main du développement de la part des acteurs locaux.

Il revient à deux collègues de l'UQAR, M. J. Fortin et Y. Fournis, d'ouvrir le bal par une présentation exhaustive et minutieuse des contributions qui ont permis de débayer la voie qui a conduit du régional au territorial. Avec pertinence, mes collègues de Rimouski signalent que pour une majorité des chercheurs du GRIR, la problématique privilégiée ne se limite pas au marché ou à la production, ceci afin de faire place à la distribution et à la régulation. Ainsi, au lieu de se contenter de chercher à répondre à « comment » produire, on s'interroge sur les bénéficiaires de la production et sur le « pourquoi », c'est-à-dire, la finalité qui s'y rattache. Ayant toujours favorisé une approche multidisciplinaire, le GRIR, tel que signalé, a stimulé un débat sur le paradigme de développement. Une place importante fut donc accordée aux acteurs responsables de la production. Qui fait quoi, comment et dans quel but? Telles sont en quelque sorte les préoccupations qui ont animé les différents collaborateurs du GRIR. Pour passer du régional, à la faveur d'études sur l'aluminerie et la foresterie, aux préoccupations d'ordre territorial, c'est à l'approche ascendante (développement par le bas) qu'il a fallu porter attention avec tous les débats ainsi suscités. Les responsables de ce chapitre ont très bien su faire le lien avec la documentation, particulièrement abondante de chercheurs québécois et d'outre-Atlantique.

Vient ensuite la contribution de S. Tremblay, co-responsable de l'ouvrage, qui aborde l'épineuse

question de l'avenir des communautés rurales et des quartiers dévitalisés. On trouve ici les résultats d'une recherche effectuée à partir de trois études de cas : Saint-André-du-Lac-Saint-Jean; Petit-Saguenay; le quartier Saint-Jean-Eudes. Chaque cas offre des exemples de projets communautaires qui contribuent au mieux-être des populations locales. L'auteure a pu observer que les projets mis de l'avant illustrent comment les liens sociaux ont un impact sur la communauté et sur la prise en main du développement. Un constat qui permet de croire en la pérennité de ces communautés.

Le chapitre qui suit se veut très original. J. F. Moreau de l'UQAC invite le lecteur à se situer dans le monde amérindien à l'époque du commerce des perles que prisait tant les premiers habitants de notre continent pour satisfaire leur propension envers la coquetterie. Pour aussi intéressant puisse-t-il être, ce texte cependant, par son excès de détails, risque de perdre le lecteur peu intéressé par la caractérisation chimique des perles bleues et des perles blanches du site d'Ashuapmushuan. Dans le même registre, s'en suit un texte de quatre collègues de l'UQAC, l'UQAR et de l'UQAT portant sur la mobilité et la construction identitaire des jeunes appartenant aux Premières Nations. En fait, en ce qui regarde la mobilité, on comprendra aisément qu'elle n'a rien à voir avec celle qui caractérisait autrefois ces populations. Ici, c'est de « nouveau nomadisme » dont il est question, celui qui conduit vers les villes aux fins de poursuite des études ou pour la recherche d'emploi. Les recherches effectuées permettent de faire ressortir des similitudes et, bien sûr, des différences entre les jeunes autochtones et leurs homologues « blancs » des régions appartenant à ce que l'on désigne comme étant le croissant périnordique québécois.

Pour sa part, Sabrina Tremblay de l'UQAC, utilise l'exemple des coopératives de santé pour aborder ce qu'elle désigne comme étant *l'empowerment* et le développement local. Le choix du terme anglophone s'explique par la référence faite à la thèse de doctorat du très sympathique William Ninacs (1968), une contribution qui n'est pas passée inaperçue. Personnellement, je préfère la traduction de l'expression *capacity buidding* que l'on trouve dans la documentation officielle

du gouvernement fédéral soit « développement des capacités ». L'auteure s'appuie sur les auteurs nationaux et étrangers reconnus pour montrer que cette « capacitation » des collectivités n'est pas un résultat, mais effectivement un processus. Cependant, l'auteure met en garde contre le fait que le concept soit à double tranchant : d'aucuns dans les hautes sphères administratives (surtout depuis le 7 avril 2014) seraient tentés d'abandonner leurs responsabilités au prétexte que les communautés peuvent apparemment se débrouiller. Dieu nous en garde!

Le tout se poursuit avec M. Bisson de l'UQAC qui plonge le lecteur dans l'univers des écoles alternatives. Ayant été personnellement impliqué dans un projet de création d'une école alternative à Trois-Rivières au début des années 80, je peux attester de la pertinence des observations de l'auteur, surtout en ce qui regarde les problèmes à affronter. Ouf! On le sait : l'enfer est pavé de bonnes intentions. L'école Tortue-des-Bois de Saint-Mathieu-du-Parc à la périphérie du parc de la Mauricie sert d'étude de cas. Pour faire un jeu de mots trop facile, il se dégage de cette étude, qu'au Québec, l'école alternative n'est pas sortie du bois : elle demeure toujours trop marginalisée socialement et institutionnellement selon l'auteur.

Enfin, J. Simard et M.-A. Morency de l'UQAC ferment la marche par quelques pages en traitant du rôle de professionnels (au nombre de 366 619 à travers le Québec) dans le développement local et régional. Il ne s'agit pas ici, bien sûr, d'agents de développement local ou rural, mais par exemple de professionnels reliés au tertiaire moteur (finance, assurances, gestion d'entreprise, arts et spectacles, etc). Comme le GRIR est sur la bonne voie pour 30 autres années, les auteurs recommandent à ses chercheurs d'établir des liens avec le milieu professionnel régional. Pourquoi pas? Sur ce, je souhaite longue vie au GRIR.

André Joyal
Membre du Centre de recherche en
développement territorial (CRDT)